

Numéro 35 - 12 mars 2016

Le discours du «rideau de fer» de Winston Churchill

Le 70e anniversaire du début de la guerre froide



La Conférence de Postdam, qui s'est tenue du 17 juillet au 2 août 1945, est la dernière conférence des puissances alliées pendant la Deuxième Guerre mondiale à laquelle ont participé l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et les États-Unis, représentés par Staline, Winston Churchill et Harry Truman. Cette conférence a notamment ouvert la voie aux procès de criminels de guerre nazis en Europe, comme les procès de Nuremberg, en décidant du désarmement complet de l'Allemagne, de la destruction du parti national-socialiste, de l'épuration et du jugement des criminels de guerre et du montant des réparations. Ce sont la lettre et l'esprit de ces accords qui étaient de tenir responsables de leurs crimes de guerre et contre l'humanité les auteurs de guerre, les nazis de Hitler, les fascistes de Mussolini et les militaristes japonais, que Winston Churchill a trahis dans son discours à Fulton.

Le discours du «rideau de fer» de Winston Churchill

- Le 70e anniversaire du début de la guerre froide
- Interview de Staline accordée à la Pravda - 14 mars 1946

Le discours du «rideau de fer» de Winston Churchill

Le 70e anniversaire du début de la guerre froide

Le 5 mars 1946, l'ancien premier ministre britannique Winston Churchill était invité à Fulton (Missouri) par le président des États-Unis, Harry S. Truman, où il a prononcé son discours « Le nerf de la paix », dans lequel il déclarait que l'Union soviétique avait imposé un « rideau de fer » à l'Europe. Churchill avait préparé son discours à Washington, DC, et en avait discuté longuement avec le président américain, qui allait être à ses côtés à Fulton. Le Centre Churchill de Downers' Grove, aux États-Unis, indique également que Churchill avait demandé au premier ministre canadien, Mackenzie King, de lire ce discours. King a demandé à l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, le futur premier ministre du Canada, Lester B. Pearson, de le faire à sa place. Ce dernier a recommandé à Churchill de ne pas qualifier la Deuxième Guerre mondiale de « guerre inutile », comme il avait l'habitude de le faire, afin de ne pas encourager les partisans de l'isolationisme américain.

La première utilisation de la métaphore « rideau de fer » a été faite par le ministre nazi de la propagande, Josef Goebbels, durant la guerre. Dans son discours, Churchill a condamné le système des États communistes et appelé à une alliance des « nations de langue anglaise » pour sauver le monde de la domination soviétique et du communisme. Le but était d'accuser le communisme de violer le droit de conscience afin de le présenter comme une idéologie d'asservissement. En fait, le communisme est la condition de l'émancipation complète de la classe ouvrière et, en tant que telle, une condition de l'émancipation de l'humanité tout entière. Il ne peut pas y avoir de communisme si il n'établit pas la condition de l'émancipation complète de la classe ouvrière.



Winston Churchill prononce son discours du « rideau de fer » à Fulton (Missouri). À droite, le président des États-Unis, Harry S. Truman.

À cause du grand prestige du communisme après la Deuxième Guerre mondiale, les impérialistes anglo-américains avaient besoin d'une justification pour briser l'alliance antifasciste. Le discours du « rideau de fer » de Winston Churchill a été une rationalisation importante des impérialistes anglo-américains pour attaquer le front uni contre le fascisme et déclarer que désormais il existait deux mondes, le « monde libre » centré sur les États-Unis, et le « monde en esclavage », centré autour de l'Union soviétique. Churchill et d'autres ont demandé la mise en oeuvre d'une grande stratégie anglo-américaine (comprenant les considérations géopolitiques et les objectifs de guerre) liée aux notions de valeurs et de lois pour lutter contre cette situation. L'Union soviétique, par la suite, a accepté la notion de deux mondes et sur cette base un ordre mondial bipolaire a été créé.

La déclaration officielle de la guerre froide dans le discours du « rideau de fer » de Winston Churchill a jeté le discrédit sur le droit de conscience dans l'après-guerre. Ainsi, dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, tout d'abord les États-Unis, puis l'Union soviétique ont attaqué le droit de conscience. Ce droit était l'objet d'un tel mépris qu'il était « accordé » uniquement sur la base du camp auquel une personne ou un pays appartenait.

Un exemple de cela est la demande du président des États-Unis, Harry S. Truman, au Congrès américain d'octroyer plus de 400 millions de dollars pour soutenir les forces fascistes en Grèce dans le but de restaurer la monarchie liée à la dynastie de la reine Victoria et d'assurer la défaite de la lutte démocratique en cours en Grèce et ainsi garantir les intérêts géopolitiques des États-Unis

en Europe occidentale pour dominer ensuite l'Europe orientale. Par cette décision, non seulement la Grèce a été privée du droit à l'autodétermination mais les Grecs qui poursuivaient leur résistance contre le fascisme ont été accusés d'être des communistes et emprisonnés dans les camps de concentration construits par les Britanniques. Dans toute l'Asie et l'Amérique latine, les communistes ont été massacrés pour les mêmes raisons.

À la fin des années cinquante et par la suite, l'Union soviétique a défini elle-aussi ce qui était progressiste en fonction de si le pays, l'organisation ou la personne en question étaient son ami ou son ennemi. Dès la fin officielle de la guerre froide dans la période 1989-91, avec l'effondrement de l'Union soviétique, il est devenu clair qu'avec la course des États-Unis pour devenir l'unique superpuissance, le droit de conscience était attaqué à nouveau. Aujourd'hui, les impérialistes américains et leurs alliés, alors qu'une fois de plus ils se repartagent le monde en sphères d'influence, continuent de fouler aux pieds le droit de conscience au nom de la défense des intérêts nationaux des grandes puissances.

Dans ce numéro, *LML* publie l'interview du dirigeant soviétique J.V. Staline à la *Pravda* dans lequel il donne ses explications du discours « Le nerf de la paix » de Winston Churchill prononcé à Fulton (Missouri).



Interview de Staline accordée à la Pravda

- 14 mars 1946 -

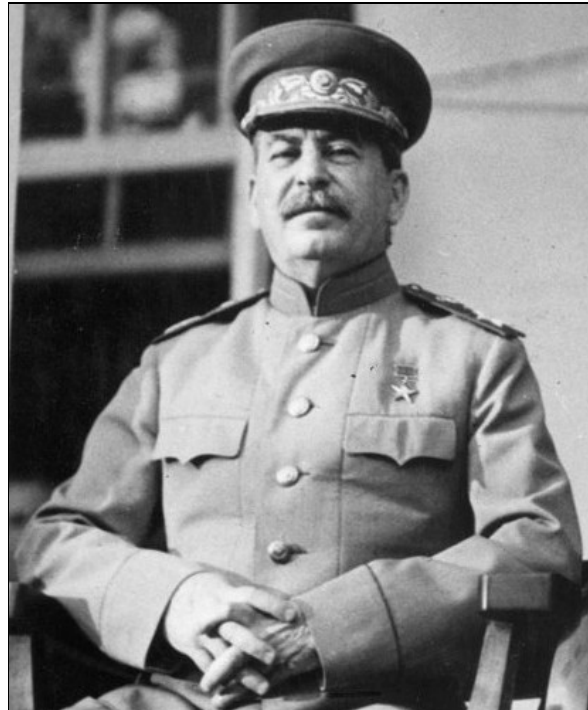
À la mi-mars 1946, un correspondant de la *Pravda* a demandé à Staline de clarifier certaines questions soulevées dans le discours prononcé par Winston Churchill à Fulton, États-Unis. Voici les réponses aux questions.

Question : Comment jugez-vous le dernier discours prononcé par M. Churchill aux États-Unis ?

Réponse : J'estime que ce discours est un acte dangereux, qui vise à semer des germes de discorde entre les États alliés et à rendre plus difficile leur collaboration.

Question : Peut-on estimer que le discours de M. Churchill compromet la paix et la sécurité mondiale ?

Réponse : Sans contredit, oui. En fait, M. Churchill se trouve actuellement dans la position d'un fauteur de guerre. Et il ne s'y trouve pas seul. Il a des amis, non seulement en Angleterre, mais également aux États-Unis. Il est à remarquer que, sous ce rapport, M. Churchill et ses amis rappellent d'une façon étonnante Hitler et ses amis. Hitler a commencé la préparation à la guerre par sa proclamation d'une théorie raciale, où il déclarait que seules les personnes de langue allemande représentaient une nation « véritable » au sens complet du mot.



M. Churchill, également, commence la préparation à la guerre par une théorie raciale, en affirmant que seules les nations de langue anglaise sont des nations dans toute l'acceptation du mot appelées à diriger les destinées du monde entier.

La théorie raciale allemande amena Hitler et ses amis à conclure que les Allemands, en tant qu'unique nation « véritable », devaient commander aux autres nations. La théorie raciale anglaise amène M. Churchill et ses amis à cette conclusion que les nations de langue anglaise, en tant que seules « véritables », doivent régner sur les autres nations du monde.

En fait, M. Churchill et ses amis, en Angleterre et aux Etats-Unis, présentent aux nations ne parlant pas anglais quelque chose comme un ultimatum : « Reconnaissez de bon gré notre domination, et tout alors ira bien ; dans le cas contraire, la guerre est inévitable. »

Mais si les nations ont versé leur sang au cours de cinq années d'une terrible guerre, c'est pour la liberté et l'indépendance de leur pays et non pas pour remplacer la domination des Hitler par celle des Churchill.

Il est donc tout à fait probable que les nations qui ne parlent pas l'anglais, et qui représentent l'énorme majorité de la population du globe, n'accepteront pas de retourner à un nouvel esclavage. La tragédie de M. Churchill consiste dans le fait qu'il ne comprend pas, en « tory » endurci, cette vérité simple et évidente.

Il n'y a aucun doute que la position prise par M. Churchill est une position qui mène à la guerre, un appel à la guerre contre l'URSS. Il est clair aussi que cette position de M. Churchill est incompatible avec le traité d'alliance qui existe actuellement entre l'Angleterre et l'URSS. Il est vrai que, pour embrouiller ses auditeurs, il déclare en passant que le traité anglo-soviétique d'aide mutuelle et de coopération pourrait être facilement prolongé pour une période de cinquante ans. Mais comment peut-on concilier une telle déclaration de M. Churchill avec sa position qui mène à la guerre contre l'URSS, avec son prêche en faveur de la guerre contre l'URSS ? Il est clair que ces faits sont absolument inconciliables. Et si M. Churchill, invitant à la guerre contre l'URSS, estime cependant que le traité anglo-soviétique peut être prolongé et voir sa durée portée jusqu'à cinquante ans, cela montre qu'il considère ce traité comme un papier sans importance, qui ne lui sert qu'à couvrir et masquer sa position antisoviétique. C'est pourquoi l'on ne peut pas considérer sérieusement les fausses déclarations des amis de M. Churchill en Grande-Bretagne relatives à une prolongation du traité anglosoviétique jusqu'à cinquante ans et plus. La prolongation du traité ne répond à rien si l'une des parties viole le traité et le transforme en un papier vide de sens.

Question : Que pensez-vous de la partie du discours dans laquelle M. Churchill attaque le régime démocratique des Etats européens voisins de l'Union Soviétique, et où il critique les relations de bon voisinage établies entre ces Etats et l'URSS ?

Réponse : Cette partie du discours de M. Churchill présente un mélange d'éléments de calomnie avec des éléments de grossièreté et de manque de tact. M. Churchill affirme que « Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest, Sofia, toutes ces villes célèbres, avec la population d'alentour, se trouvent dans la sphère soviétique et subissent toutes, sous une forme ou une autre, non seulement l'influence soviétique, mais encore le contrôle toujours grandissant de Moscou ». M. Churchill qualifie tout cela de « tendances expansionnistes » sans limites de l'URSS.

Il n'est pas nécessaire de faire un gros effort pour démontrer que M. Churchill calomnie grossièrement et sans pudeur, aussi bien Moscou que les États voisins de l'URSS dont il est question plus haut.

Premièrement, il est tout à fait absurde de parler de contrôle exclusif de l'URSS à Vienne et à Berlin, où se trouvent également des Conseils de contrôle alliés composés de représentants des quatre puissances, et où l'URSS n'a qu'un quart des voix. Il arrive que certaines gens ne puissent pas faire autrement que de calomnier, mais il faut cependant garder la mesure.

Deuxièmement, il ne faut pas oublier les circonstances suivantes : les Allemands ont envahi l'URSS à travers la Finlande, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie. Ils ont pu exécuter leur agression à travers ces pays parce que, dans ces derniers, existaient alors des gouvernements hostiles à l'Union soviétique.

Par suite de l'invasion allemande, l'Union soviétique a perdu sans retour, dans les combats avec les Allemands, pendant l'occupation et par l'envoi d'hommes soviétiques dans les bagnes allemands, près de dix-sept millions de personnes. Autrement dit, les pertes de l'Union soviétique dépassent de plusieurs fois celles de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pris ensemble.

Il est possible qu'en certains lieux on soit enclin à oublier ces pertes colossales du peuple soviétique, qui ont rendu possible la libération de l'Europe du joug hitlérien. Mais l'Union soviétique ne peut oublier ces pertes. On se demande ce qu'il peut bien y avoir d'étonnant dans le fait que l'Union soviétique, voulant garantir sa sécurité dans l'avenir, s'efforce d'obtenir que ces pays aient des gouvernements qui observent une attitude loyale envers l'URSS. Comment peut-on, si l'on a tout son bon sens, qualifier ces intentions pacifiques de l'Union soviétique de tendances expansionnistes de notre État ?

M. Churchill affirme, plus loin, que « le gouvernement polonais, se trouvant sous la domination des Russes, a été encouragé à formuler, vis-à-vis de l'Allemagne, des exigences énormes et injustifiées ». Chacun de ses mots est une calomnie grossière et insultante.

La Pologne démocratique actuelle est dirigée par des hommes éminents. Ils ont montré par leurs actes qu'ils savent défendre les intérêts et la dignité de leur patrie mieux que n'ont pu le faire leurs prédécesseurs. Quelles raisons peut invoquer M. Churchill pour affirmer que les dirigeants de la Pologne contemporaine peuvent tolérer dans leur pays la « domination » de représentants de quelque État étranger que ce soit ? Les calomnies de M. Churchill contre les « Russes » ne sont-elles pas dictées par l'intention de semer des germes de discorde dans les relations entre la Pologne et l'Union Soviétique ?

M. Churchill n'est pas content que la Pologne ait effectué un tournant dans sa politique en faveur de l'amitié et de l'alliance avec l'URSS. Il fut un temps où, dans les relations entre la Pologne et l'URSS, prédominaient des éléments de discorde et de contradictions. Cela donnait la possibilité, à des hommes d'État du genre de M. Churchill, de jouer de ces contradictions, de chercher à mettre la main sur la Pologne sous prétexte de la protéger des Russes, d'agiter le spectre de la guerre entre l'URSS et la Pologne et de conserver la position d'arbitre.

Mais cette époque est révolue, car l'hostilité entre la Pologne et la Russie a fait place à l'amitié polonosoviétique. La Pologne actuelle, démocratique, ne veut plus être un « ballon de jeu » aux mains d'étrangers. Il me semble que c'est précisément cette circonstance qui irrite M. Churchill et le pousse à des sorties grossières, dépourvues de tact, contre la Pologne. Pensez donc : on ne le laisse pas jouer aux dépens d'autrui...

En ce qui concerne les attaques de M. Churchill contre l'Union soviétique, à propos de l'extension des frontières occidentales de la Pologne, grâce à la reprise de territoires anciennement pris par l'Allemagne à la Pologne, il me semble que M. Churchill pipe ouvertement les dés.

Comme on le sait, la décision relative aux frontières occidentales de la Pologne a été adoptée à la

conférence de Berlin des trois puissances sur la base des demandes polonaises. L'Union soviétique a déclaré à plusieurs reprises qu'elle considérait ces demandes comme justes et équitables. Il est tout à fait probable que M. Churchill n'est pas content de cette décision. Mais pourquoi M. Churchill, sans ménager ses flèches contre la position des Russes dans cette question, cache-t-il à ses auditeurs le fait que cette décision a été prise à l'unanimité à la conférence de Berlin et qu'elle a été votée non seulement par les Russes, mais également par les Britanniques et les Américains ? Pourquoi M. Churchill a-t-il eu besoin d'induire en erreur ses auditeurs ?

M. Churchill affirme plus loin que « les Partis communistes étaient très faibles dans tous ces États d'Europe orientale, qu'ils ont acquis une force extraordinaire dépassant de beaucoup leur importance en effectifs et qu'ils s'efforcent d'instaurer partout un contrôle totalitaire », que « des gouvernements policiers dominant dans presque tous ces pays et que, à l'heure actuelle, il n'y existe aucune démocratie véritable, exception faite pour la Tchécoslovaquie ».

Comme on le sait, en Angleterre, un seul parti dirige maintenant l'État : le Parti travailliste, alors que les partis d'opposition sont privés du droit de participer au gouvernement anglais. Chez M. Churchill, cela s'appelle le véritable esprit démocratique. En Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Hongrie, c'est un bloc de plusieurs partis qui gouverne, un bloc de quatre à six partis, et l'opposition, si elle est à peu près loyale, se voit assurer le droit de participer au gouvernement. Chez M. Churchill, cela s'appelle du totalitarisme, de la tyrannie, de la dictature policière. Pourquoi ? Pour quel motif ? N'attendez pas de réponse de la part de M. Churchill. M. Churchill ne comprend pas dans quelle position comique il se met avec ses discours criards sur le totalitarisme, la tyrannie et la dictature policière.

M. Churchill voudrait que la Pologne soit gouvernée par Sosnkowski et Anders, la Yougoslavie par Mikhaïlovitch et Pavélitch, la Roumanie par le prince Stirbey et Radescu, la Hongrie et l'Autriche par n'importe quel roi de la maison des Habsbourg, et ainsi de suite. Il voudrait nous convaincre que ces messieurs de la fourrière fasciste peuvent garantir « un ordre vraiment démocratique ». Tel est l'« esprit démocratique » de M. Churchill.

M. Churchill n'est pas loin de la vérité quand il parle de l'influence accrue des Partis communistes en Europe orientale. Il convient cependant de noter qu'il n'est pas tout à fait précis. L'influence des Partis communistes a augmenté non seulement en Europe orientale, mais aussi dans tous les pays où avait auparavant dominé le fascisme (Italie, Allemagne, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Finlande), ou bien où avait eu lieu l'occupation allemande, italienne ou hongroise (France, Belgique, Hollande, Norvège, Danemark, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Grèce, Union soviétique, etc.).

L'accroissement de l'influence des communistes ne peut pas être considéré comme un fait du hasard, mais comme un phénomène entièrement légitime. L'influence des communistes s'est accrue parce que, pendant les dures années de la domination fasciste en Europe, les communistes se sont montrés des combattants sûrs, audacieux, pleins d'abnégation, contre le régime fasciste et pour la liberté des peuples.

M. Churchill rappelle quelquefois, dans ses discours, « les petites gens qui vivent dans des maisons modestes ». Il leur donne, en grand seigneur, des tapes amicales sur l'épaule et se dit leur ami. Mais ces hommes ne sont pas aussi simples qu'on pourrait le croire à première vue. Ce « petites gens » ont leur point de vue, leur politique, et ils savent se défendre.

Ce sont eux, les millions de ces « petites gens », qui ont battu M. Churchill et son parti en Angleterre, donnant leurs voix aux travaillistes.

Ce sont eux, les millions de ces « petites gens », qui ont isolé en Europe les réactionnaires et les partisans de la collaboration avec le fascisme, et ont donné leur préférence aux partis démocratiques de gauche.

Ce sont eux, les millions de ces « petites gens », qui, après avoir éprouvé les communistes dans le feu de la lutte et de la résistance au fascisme, ont décidé que les communistes méritaient pleinement la confiance du peuple.

C'est ainsi que l'influence des communistes a augmenté en Europe. Telle est la loi du développement historique.

Naturellement, M. Churchill n'est pas satisfait par un tel développement des événements, et il sonne l'alarme, faisant appel à la force. Mais M. Churchill n'était pas non plus satisfait de l'apparition du régime soviétique en Russie, après la première guerre mondiale. À cette époque, il sonnait également l'alarme et organisa la campagne militaire « des quatorze États » contre la Russie, se proposant de faire tourner en arrière la roue de l'Histoire.

Mais l'Histoire s'est avérée plus forte que l'intervention churchillienne et le don-quichottisme de M. Churchill l'a amené à subir à l'époque une défaite complète.

Je ne sais si M. Churchill et ses amis réussirent à organiser, après la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle campagne militaire contre « l'Europe orientale ». Mais s'ils y réussissent, ce qui est peu probable, car des millions de « petites gens » montent la garde pour défendre la cause de la paix, on peut dire avec assurance qu'ils seront battus, de même qu'ils ont été battus autrefois, il y a de cela vingt-six ans.

(Nouvelles Soviétiques, no 86, 16 mars 1946, Paris.)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca